

Communiqué de presse du Collectif Nîmois pour les Droits des Femmes

Le Collectif Nîmois pour les Droits des Femmes et l'égalité femmes-hommes répond à l'appel national de la coordination féministe pour une rentrée féministe et appelle à un rassemblement mardi 8 septembre à 19h devant le palais de justice.

M. Emmanuel Macron avait déclaré « grande cause du quinquennat » la lutte contre les violences faites aux femmes.

Le nombre de féminicides est de 146 en 2019 soit une augmentation de 20% ... Il ne suffit pas de faire des annonces, il faut de l'ambition. Nous attendons enfin un signal fort car l'Etat a les moyens de mener une politique afin de diminuer le nombre de féminicides. Il faut de la prévention, des lieux d'accueil, une formation des policiers et un suivi juridique qui permette de mettre les femmes en sécurité.

Par ailleurs, les nominations de Gérald Darmanin au ministère de l'Intérieur et d'Éric Dupond-Moretti comme garde des Sceaux sont une illustration du mépris envers la parole des victimes et les droits des femmes. Les femmes victimes de violence aujourd'hui ne peuvent plus avoir confiance ni envers la police ni envers la justice.

Enfin, la rentrée se déroule sans tenir compte de la crise sanitaire. La crise a pourtant montré quelles étaient les vraies priorités de notre société : l'agriculture, les services à la personne, les services publics, la santé, l'éducation... Le gouvernement propose un plan de relance afin de soutenir les entreprises sans aucune contrepartie, au mépris du droit du travail, en oubliant les augmentations de salaires nécessaires et justifiées des invisibles qui ont pris des risques pour nous pendant le confinement. Or, ces invisibles étaient majoritairement des femmes, ouvrières de l'ombre, travaillant dans des conditions difficiles, avec des horaires atypiques, fractionnés, physiquement et mentalement épuisants, parfois même échappant au possible contrôle de l'inspection du travail (services à la personne au domicile, bénévolat). Il est temps pour l'ensemble des travailleuses, des travailleurs, de s'indigner et de construire une mobilisation d'ampleur pour exiger la justice sociale !

Exigeons dès aujourd'hui les moyens pour les secteurs réellement prioritaires.

Exigeons un véritable plan de reprise qui profite à l'emploi de toutes et tous et pas seulement aux capitaux des entreprises.